

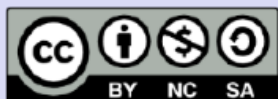
# Institutionnalisation des données sur les forêts

## Leçon 3: Approche progressive et bonnes pratiques liées à l'instrument juridique du SNSF

Versión textuelle

*La version interactive de cette cour est disponible gratuitement à l'adresse  
suivante : [elearning.fao.org](https://elearning.fao.org)*

© FAO, 2025



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

**Dans cette leçon**

Objectifs d'apprentissage .....	2
Importance de la concentration sur les instruments juridiques du SNSF.....	2
Activités réalisées par une équipe d'experts techniques .....	2
Approche par étapes pour l'adoption d'un instrument juridique du SNSF .....	3
Instruments juridiques adoptés par les pays dans les études de cas .....	7
Études de cas présentant les instruments juridiques adoptés par des pays pour établir un SNSF .....	8
Amérique latine: Études de cas de la mise au point d'un instrument juridique du SNSF .....	9
Asie-Pacifique et Afrique: Études de cas de la mise au point d'un instrument juridique du SNSF .....	15
Mandats clairs et durables des institutions liées aux forêts.....	18
Évaluation des capacités de suivi des forêts.....	18
L'outil d'évaluation du SNSF .....	18
Stratégie de suivi national des forêts .....	21
Résumé .....	22

Cette leçon décrit l'**approche progressive** adoptée par la FAO pour **orienter** la mise au point d'un **instrument juridique** visant l'institutionnalisation du système national de suivi des forêts (SNSF). Elle introduit la **matrice d'évaluation juridique** et l'**outil de vérification** du SNSF pour aider les pays à identifier les éléments pertinents contenus dans les dispositifs juridiques et institutionnels pour le SNSF, à travers la présentation de **leçons apprises**. Enfin, elle décrit l'importance de l'**outil d'évaluation du SNSF** pour aider les pays à renforcer leur SNSF, ouvrant la voie à l'établissement d'une future **stratégie de suivi national des forêts (SNF)**.

## Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette leçon, vous serez en mesure de:

- comprendre l'approche progressive pour l'adoption d'un instrument juridique du SNSF;
- appliquer la matrice d'évaluation juridique et l'outil de vérification du SNSF, en identifiant les bonnes pratiques des pays qui ont adopté des dispositions juridiques réussies; et
- décrire l'outil d'évaluation du SNSF et poser les jalons d'une stratégie SNF.

## Importance de la concentration sur les instruments juridiques du SNSF

Comme nous l'avons vu dans la **Leçon 2**, la FAO a fourni une assistance aux pays pour renforcer leurs capacités juridiques aux fins de l'établissement d'un SNSF. L'approche consiste à développer une compréhension profonde des aspects juridiques et réglementaires du SNSF et d'appuyer la conception de cadres juridiques solides et cohérents au niveau national.



Les principaux partenaires sont les **gouvernements nationaux** ayant exprimé leur préoccupation concernant l'actualisation ou l'examen nécessaire des cadres juridiques existants pour la mise en œuvre réussie du SNSF.

## Activités réalisées par une équipe d'experts techniques

Typiquement, une équipe d'experts juridiques et techniques réalise les activités suivantes:

1. Elle conduit une analyse systématique du cadre juridique lié aux forêts, aux terres et aux ressources naturelles.
2. Elle met alors au point des recommandations détaillées au gouvernement, soulignant les faiblesses et les contraintes.
3. L'équipe contribue à la rédaction de nouvelles lois et réglementations, ou d'autres instruments juridiques spécialisés qui peuvent traiter d'un domaine spécifique, à travers des processus participatifs et inclusifs.



### Approche de l'appui juridique de la FAO

L'approche adoptée pour fournir un appui juridique aux pays se fonde sur la vaste expérience du **Service droit et développement (LEGN) et la Division des forêts (NFO) de la FAO** d'aide aux nations pour analyser et améliorer leurs lois gouvernant les forêts, les terres et les ressources naturelles. Le type d'assistance fourni varie selon les besoins et les circonstances particulière de chaque pays. **FAOLEX** est une base de données juridiques complète qui facilite l'accès direct aux lois et aux politiques pertinentes.

### Fonctionnaires et consultants nationaux

La plupart des projets de conseil se caractérise par le renforcement des capacités à travers la formation juridique participative de fonctionnaires et consultants nationaux.

## Approche par étapes pour l'adoption d'un instrument juridique du SNSF

L'approche par étapes se fonde sur:

- une **analyse systématique des lacunes** du cadre juridique;
- la mise au point de **recommandations** détaillées pour le gouvernement, soulignant les faiblesses et les contraintes; et
- une contribution à l'**élaboration de nouvelles lois et réglementations**.

Afin d'appuyer les pays pour mettre en place un **cadre juridique visant à réglementer leur SNSF**, l'approche suivante a été adoptée.

### Approche par étapes pour une analyse juridique en profondeur du SNSF

Ce tableau résume l'approche par étapes pour une analyse juridique en profondeur et l'élaboration d'un instrument juridique du SNSF qui appuiera la réglementation du SNSF (FAO, 2021). Les **Étapes 1 et 2** correspondent à l'examen juridique, l'**Étape 3** se réfère à l'évaluation des lacunes, et l'**Étape 4** au processus d'élaboration de la législation.

Examen juridique	Évaluation des lacunes	Législation
1. Analyse juridique des forêts et des cadres juridiques connexes, se concentrant sur les aspects du SNSF, y compris les engagements internationaux de notification et les normes existantes concernant l'utilisation des données sur les forêts. Forêts actuelles > 20 % du couvert forestier.	2. Définition des articles devant figurer dans un décret, accord ou loi, nécessaires pour combler les lacunes et recommandation de réformes juridiques.	3. Sur la base des résultats du rapport juridique validé, élaboration de l'instrument juridique du SNSF.
4. Entretien avec les principales parties prenantes des différentes institutions impliquées dans les activités du SNSF, pour une meilleure compréhension des défis et des lacunes qui seront décrits dans le rapport juridique final.	5. Identification des instruments juridiques les plus adaptés pour introduire les normes et les procédures pour l'opération de leurs aspects du SNSF, en coordination avec les institutions pertinentes	6. Partage de la version préliminaire de l'instrument juridique ou de la proposition de réforme juridique avec les parties prenantes pertinentes pour intégrer leurs points de vue à la version finale
		7. Présentation de la version finale de l'instrument juridique du SNSF à l'entité nationale

pertinente pour son adoption.

<b>ÉTAPE 1</b>	La première étape consiste à <b>relever les lois pertinentes et analyser le cadre juridique existant lié aux forêts</b> , en se concentrant sur les aspects relatifs au système national de suivi des forêts. En particulier, l'expert juridique assigné à cette tâche identifie et relève les normes et les dispositions (dans les lois et les réglementations) qui établissent le cadre institutionnel et définissent les rôles et les mandats des institutions impliquées dans les activités du SNSF aux niveaux national et infranational.
<b>ÉTAPE 2</b>	La deuxième étape consistera à <b>organiser des entretiens avec des acteurs clés</b> des institutions impliquées dans les activités, afin d'obtenir une meilleure compréhension des défis, des outils pertinents et des risques identifiés dans la mise en œuvre du SNSF. L'expert <b>identifiera les plateformes, forums et autres mécanismes de dialogue</b> pouvant faciliter un échange de données dans le processus de construction du SNSF. Une analyse juridique contenant des <b>recommandations clés</b> sera menée et validée par les principales parties prenantes à travers des ateliers nationaux.
<b>ÉTAPE 3</b>	Au vu de ces recommandations, l'expert juridique, en collaboration avec les unités juridiques des institutions liées aux forêts pertinentes, présentera les <b>options de mise au point des dispositions importantes</b> qui réglementent et clarifient les rôles et les fonctions des entités institutionnelles impliquées dans le SNSF, en identifiant l'instrument juridique le plus adapté.
<b>ÉTAPE 4</b>	La <b>version préliminaire de l'instrument juridique</b> (ex. décret, résolution, accord ministériel) sera partagée avec les parties prenantes à travers des ateliers nationaux, pour recevoir leur rétroalimentation. La version révisée sera alors présentée à l'institution correspondante pour son adoption. De manière alternative, des dispositions ou une série d'articles peuvent être rédigées et incorporées dans l'instrument relatif aux forêts examiné par les autorités nationales (loi ou réglementation sur les forêts). Ce processus est expliqué dans la publication

*Institutionnalisation des données sur les forêts: Établir des cadres juridiques pour le suivi durable des forêts dans les pays REDD+.*

### Matrice d'évaluation juridique du SNSF

La matrice d'évaluation juridique du SNSF peut faciliter l'identification des dispositions juridiques et des lacunes liées à l'accès à l'information sur les forêts, à travers l'évaluation de la législation en indiquant le type d'information, les sources, les modalités et les récepteurs/utilisateurs des données sur les forêts produites par les institutions nationales. Ces tâches peuvent être réalisées par les équipes juridiques des institutions en charge des forêts, en collaboration avec la FAO en l'absence de ressources disponibles pour recruter un consultant juridique. Ceci ne remplace pas une analyse juridique en profondeur sur la question.

Aspects pertinents régis par la loi en lien avec l'accès à l'information et les questions de partage de données	Accès des utilisateurs à l'information générée par les institutions publiques	Conditions et exigences de partage de données (non confidentielles) entre institutions publiques (en interne ou avec d'autres institutions)	Conditions et exigences de partage de données (confidentielles) entre institutions publiques, pouvant nécessiter une agrégation	Flux d'information entre les institutions qui génèrent l'information environnementale/sur les forêts avec identification des rôles et des responsabilités	Définition des conditions, modalités et exigences d'accès des utilisateurs à l'information environnementale/sur les forêts
Instruments juridiques contenant les dispositions liées au partage de données et à l'accès pour informer les problèmes	<b>Chaque case peut être remplie en incluant les dispositions ou les articles pertinents régissant chaque aspect indiqué dans la colonne, en cas d'absence de législation, une lacune est détectée.</b>				
Constitution					
Loi sur l'accès à l'information					
Loi sur la foresterie					
Autres					

## Observations



En 2020, la matrice a été mise au point pour aider l'Institut national de conservation et développement des forêts du Honduras à mener une analyse des lacunes et à établir un protocole de partage de données.

## Instruments juridiques adoptés par les pays dans les études de cas

L'expérience accumulée dans les **études de cas présentées dans les diapositives suivantes** met en lumière d'importantes leçons apprises, qui peuvent bénéficier à d'autres pays.

**A** Il sera essentiel d'établir **clairement la manière dont le SNSF d'un pays opère**, et des mécanismes d'interopérabilité pour garantir l'accessibilité des données entre les différentes institutions et la coordination des entités consultatives.

**B** Un système clair qui définit le **flux d'information depuis le niveau national vers le niveau infranational, et vice-versa**, est essentiel. S'il implique d'autres secteurs, les différents ministères et entités compétentes doivent être inclus dès le départ dans la conception du système de suivi. Leurs rôles et fonctions respectifs dans le système doivent alors être définis dans l'instrument juridique même.

**C** Enfin, la **clarté des priorités gouvernementales** est aussi un ingrédient fondamental pour garantir que l'instrument juridique préliminaire réponde aux besoins concrets du pays.



### Types d'instrument juridique

Dans des conditions d'incertitude juridique, l'introduction de réformes juridiques pour résoudre efficacement ces problèmes prendra souvent plus longtemps que prévu. Les progrès dépendront de la **volonté politique** et des **priorités établies par le gouvernement**. Par ailleurs, si la **législation sur les forêts ou le changement climatique** fait l'objet d'une consultation, ceci peut être l'opportunité de partager



ces préoccupations, et d'encourager des débats informés entre les parties pour institutionnaliser un SNSF.

Il est aussi possible de s'appuyer sur des **législations secondaires** adoptées par le corps exécutif, qui ne nécessite pas d'approbation du corps législatif, comme les résolutions ministérielles ou les décrets.

Les **contrats** entre parties intéressées et parties affectées peuvent aussi constituer des instruments juridiques efficaces. Le gouvernement et les institutions pertinentes **conviendront** alors contractuellement sur partage des **responsabilités** et de l'**information sur les forêts** (ex. accords de partage de données).

## Études de cas présentant les instruments juridiques adoptés par des pays pour établir un SNSF

Dans les diapositives suivantes, nous présentons des bonnes pratiques à travers une **sélection d'études de cas nationales**. Chacune démontre des résultats concrets de l'établissement de dispositifs juridiques pour renforcer les fondements du SNSF.

La description des études de cas se fonde sur les expériences nationales, et présente donc un éventail de processus, de calendriers et de types d'instrument juridique et de contenu. Le but n'est pas de comparer les pays entre eux, mais de **tirer des leçons de leurs réalisations** de manière complémentaire.



Une analyse des études de cas et des DVSNF a donné lieu à la conception d'une liste de vérification, qui identifie les éléments importants contenus dans les dispositifs juridiques et institutionnels pour le SNSF.

### **Outil de vérification pour aider les pays à identifier les éléments à inclure dans l'instrument juridique du SNSF**

Cette liste de vérification peut faciliter l'évaluation de leur inclusion dans le texte juridique durant le processus de rédaction, et contribuer à le clarifier si de plus amples consultations sont nécessaires à cette fin. Celle-ci n'est pas exhaustive, et n'implique pas que les pays doivent déployer plus d'efforts pour améliorer leurs normes, mais elle permet une évaluation rapide afin d'établir si les principaux

éléments indicatifs contenus dans les recommandations sont reflétés dans les textes de loi. Un exemple d'instrument juridique du SNSF de la Colombie est disponibles sur [FAOLEX](#).

## Amérique latine: Études de cas de la mise au point d'un instrument juridique du SNSF

Les cas des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (PALC) sont présentés avec un résumé des principaux éléments contenus dans les instruments juridiques adoptés par les entités compétentes.

### 🔄 Pérou

Au Pérou, la Loi sur les forêts et la faune sauvage n° 29763 et ses réglementations (2015) abordent la mise en œuvre du Système national d'information sur les forêts et la faune sauvage (SNIFFS), dirigé par la Direction générale d'information et de réglementation des forêts et de la faune sauvage du Service national des forêts et de la faune sauvage (SERFOR). En 2017, le SERFOR a mis au point un cadre conceptuel, un guide descriptif de ses composantes, et un plan de gouvernance décrivant la manière dont le SNIFFS opérera. La Résolution n° 33/21 a été adoptée en 2021 par le SERFOR-MINAGRI (Ministère du développement agricole et de l'irrigation), approuvant le document de contenu, champ d'application et généralités du module de suivi du SNIFFS, assignant la responsabilité de la conduite de ces activités au Directoire pour le contrôle des forêts et la gestion du patrimoine sauvage.

### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF du Pérou

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x

Mécanismes de coordination	x
Structure de gouvernance en place	x
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	x
Conformité à la législation nationale	x

### ➔ Paraguay

En 2018, le Paraguay a adopté la loi 256/2018, réglementant le fonctionnement de son SNSF. En 2020, le Président de la République a adopté le décret 3246/2020, mis au point conjointement par le Ministère de l'environnement et du développement durable (MADES) et l'Institut national des forêts (INFONA), pour mettre en œuvre cette disposition. Le décret contient des principes directeurs, des définitions et des dispositions visant à garantir la durabilité du financement et à clarifier les responsabilités institutionnelles. Le MADS et l'INFONA doivent signer un accord de coopération interinstitutionnelle dans les 90 jours suivants l'entrée en vigueur de ce décret, traitant des aspects techniques et opérationnels de la mise en œuvre du SNSF.

#### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF du Paraguay

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x
Mécanismes de coordination	x

Structure de gouvernance en place	x
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	x
Conformité à la législation nationale	x

## ➡ Costa Rica

Le Costa Rica a mis au point un Système national de suivi de la couverture, de l'utilisation des terres et des écosystèmes (SIMOCUTE), où différentes institutions et entités partagent des données et de l'information, en fonction d'exigences et de normes établies. En 2017, le Ministre de l'environnement, le Ministre de la justice, le Ministre de l'agriculture et de l'élevage et le Directeur du Centre national d'information géoenvironnementale ont soumis un projet de décret visant à réglementer son fonctionnement. Le décret exécutif est entré en vigueur en 2021, après une série finale de consultations.

### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF du Costa Rica

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x
Mécanismes de coordination	x
Structure de gouvernance en place	x

Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	x
Conformité à la législation nationale	x

### ➡ Équateur

- En juin 2019, en Équateur, le Ministère de l'environnement (ME) a adopté un accord ministériel pour ratifier les directives institutionnelles pour le fonctionnement du SNSF. Ceci a servi à garantir une plus grande institutionnalisation du SNSF, une amélioration de la gestion forestière intégrée, et la conformité avec les engagements nationaux et internationaux pertinents.
- Le SNSF est conçu pour être holistique, polyvalent et flexible, afin d'intégrer les questions émergentes et de permettre la planification d'examens périodiques liés à différents aspects du patrimoine naturel relevant de la responsabilité du ME.
- L'accent a été mis sur la mise au point de mécanismes de coordination avec d'autres unités, et sur des mécanismes de coopération avec d'autres institutions étatiques, y compris le secteur universitaire, des instituts de recherche, des organisations de coopération et des entreprises privées.
- La durabilité du financement du SNSF à long terme reste encore à garantir.

#### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF du Équateur

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x

Mécanismes de coordination	x
Structure de gouvernance en place	
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	
Conformité à la législation nationale	x

### ➞ Honduras

- Au Honduras, la première étape a porté sur la consolidation du Système d'information pour la gestion et le suivi des forêts (SIGMOF) et le renforcement des capacités de l'équipe de l'Institut national de conservation et développement des forêts (ICF).
- L'ICF a ainsi pris la tête en interne de la mise au point d'un accord ministériel réglementant le SIGMOF.
- L'objectif du SIGMOF est de mettre en œuvre une plateforme visant à générer des statistiques et de l'information spatiale de manière intégrée et efficace à travers l'ICF.
- L'information fournie par le SIGMOF est alors actualisée en fonction des engagements juridiques existants, et d'autres obligations prises au niveau international.
- Le conseil consultatif identifie les opportunités financières pour renforcer le SIGMOF, élément essentiel à sa durabilité dans le temps.
- Stimuler les capacités internes de l'ICF et définir une structure de gouvernance claire du SIGMOF a été essentiel à la mise au point d'un cadre réglementaire appuyé sur des bases solides.
- En 2019, le ministère en charge de l'ICF a adopté l'Accord 02/2019, qui crée et rend opérationnel le SIGMOF. L'objectif général est de mettre en œuvre une plateforme visant à faciliter la gestion, la production, la consultation et l'interprétation de données et statistiques liées aux forêts et aux changements d'affectation des terres afin d'informer les processus de prise de décisions.

**Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF du Honduras**

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x
Mécanismes de coordination	x
Structure de gouvernance en place	x
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	x
Conformité à la législation nationale	x

## ➤ Colombie

- Les options juridiques pour un SNSF en Colombie ont été évaluées dès les premières étapes de la mise au point du SNSF.
- La forte volonté politique et l'engagement du gouvernement et des parties prenantes ont été essentiels à un processus fluide d'institutionnalisation du SNSF.
- L'outil de vérification juridique de la FAO a été utilisé pour orienter le processus de mise au point des instruments juridiques opportuns et le Programme ONU-REDD a fourni un appui.
- Une approche coordonnée du Système national d'information sur les forêts, de l'Inventaire forestier national et du Système de suivi des forêts et du carbone a donné lieu à une solution réussie en Colombie, reconnue par le décret 1655/2017, qui régit leur fonctionnement.

### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF de la Colombie

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	x
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	x
Mécanismes de coordination	x
Structure de gouvernance en place	
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	
Conformité à la législation nationale	x

### Asie-Pacifique et Afrique: Études de cas de la mise au point d'un instrument juridique du SNSF

Les études de cas en **Asie-Pacifique** et en **Afrique** présentent des aspects importants liés à la mise au point de l'instrument juridique du SNSF ou d'un accord de partage de données pouvant converger vers l'adoption d'instruments réglementaires.

#### ➞ République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo, le SNSF est géré par la Direction inventaire et aménagement forestiers (DIAF) et la Direction du développement durable (DDD) du Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD). Des efforts sont déployés pour améliorer les mécanismes de coordination, pas encore réglementés par le droit.

#### ➞ Sri Lanka



Au Sri Lanka, le SNSF a été officiellement lancé en mai 2017. Afin de faciliter son établissement, plusieurs institutions sont entrées dans un accord de partage des données coordonné par le Service des forêts.

Bien que cet accord puisse être considéré comme une mesure intérimaire avant le renforcement des dispositifs institutionnels entre plusieurs entités nationales, il a été essentiel pour avancer dans l'établissement du SNSF. Des efforts sont encore nécessaires pour la collecte des données sur les forêts, la consolidation systématique de l'information, et la formalisation de l'établissement du SNSF.

### ➞ Ouganda

En Ouganda, un examen exhaustif des rôles et des responsabilités du SNSF et sa conformité avec la politique forestière nationale a récemment été mené, afin de promouvoir son institutionnalisation. Les mandats institutionnels et les responsabilités du gouvernement en lien avec le secteur forestier sont clairement définis.

Des efforts restent à déployer, y compris pour le renforcement de la coordination entre les principales entités, garantissant la durabilité financière (principalement en termes de personnel) et la clarification des droits d'accès aux données.

#### Liste de vérification des principaux éléments contenus dans l'instrument juridique établissant le SNSF de l'Ouganda

Thèmes	Inclusion dans l'instrument juridique
Définitions et concepts clairs	x
Inclusion de principes (transparence, interopérabilité, etc.)	Discussion en cours*
Désignation des entités responsables	x
Définitions des fonctions parmi les différentes entités impliquées	x
Implication d'entités nationales et infranationales et d'autres acteurs clés	Discussion en cours*
Mécanismes de coordination	x

Structure de gouvernance en place	x
Processus de notification intégrés et aspects méthodologiques	x
Durabilité du financement	Discussion en cours*
Conformité à la législation nationale	x

\*Au moment de la publication de cette note technique.

### Vers des systèmes d'information plus transparents

Puisque la majorité des pays ont maintenant ratifié l'Accord de Paris sur le climat et pris des engagements ambitieux de réduction des émissions de carbone issues du secteur forestier dans leurs contributions déterminées au niveau national, les systèmes nationaux de suivi des forêts sont utilisés de manière croissante pour gérer les données relatives aux forêts et aux terres.



#### Engagement renforcé et volonté politique

Les pays présentés font preuve d'un engagement fort pour institutionnaliser leurs SNSF, et ceci se traduit par des **décisions politiques** afin d'adopter les instruments juridiques assurant leur durabilité. Chacune de ces études de cas décrit des progrès significatifs dans l'établissement de **mécanismes de coordination entre les institutions pertinentes** pour faciliter le partage d'information à travers des systèmes d'information uniques, tout en dessinant des principes directeurs et des méthodologies harmonisées pour opérationnaliser les SNSF.

Cependant, il apparaît clairement que des efforts majeurs restent nécessaires pour mettre en œuvre ces réglementations du SNSF récemment adoptées, même si un nombre croissant de pays fait preuve de capacités accrues et de volonté concrète d'avancer dans cette voie.

## Mandats clairs et durables des institutions liées aux forêts

Du fait du contexte en évolution, afin de garantir des mandats institutionnels liés aux forêts clairs et durables établis par le droit et appuyés par des structures de gouvernance robustes, les aspects suivants seront centraux:

**Capacités humaines solides et engagements financiers adaptés:** Renforcer les capacités humaines et techniques, tout en créant les conditions de la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des options d'amélioration des mesures climatiques dans le secteur forestier nécessitera la mise en place de dispositifs institutionnels pour la collecte, l'analyse et la notification des données pertinentes.

**Expertise juridique:** Ceci garantira l'intégration d'éléments institutionnels et juridiques dans la conception du SNSF, permettant ainsi la mise au point d'instruments juridiques pour les options d'établissement et de mise en œuvre.

## Évaluation des capacités de suivi des forêts

Construire un SNSF est un effort complexe à l'échelle nationale qui doit tenir compte d'**aspects institutionnels, techniques et financiers** multiples. Le système doit améliorer la transparence et la fiabilité de l'information produite, et assurer une perspective de long terme, à travers des processus participatifs qui incluent des parties prenantes multiples avec différentes compétences, qui doivent être identifiées et informées continuellement. Les parties prenantes doivent mobiliser l'ensemble de leurs connaissances pour identifier les besoins et lacunes afin d'obtenir un SNSF solide et durable qui collecte et fournit des informations continues sur les forêts du pays.

Dans le contexte du suivi des forêts, une évaluation des capacités vise à fournir une vision large du SNSF, en termes de forces, de faiblesses et d'opportunités. Pour appuyer les efforts vers un suivi des forêts solide et efficace, la FAO a mis au point un **outil d'évaluation du SNSF** afin d'aider les pays à identifier les lacunes et faiblesses en termes de capacités pour répondre à leurs besoins réels de manière ciblée.

## L'outil d'évaluation du SNSF

L'outil s'appuie sur les Directives volontaires sur le suivi national des forêts (DVSNF) de la FAO, renforcées par les ressources de la **REDD compass** (en anglais) de l'Initiative mondiale pour l'observation des forêts. Il incorpore également 50 années d'expérience de terrain de la FAO.

### ➡ Qu'est-ce que l'outil d'évaluation du SNSF?

L'outil d'évaluation du SNSF, qui permet d'utiliser et de mettre en œuvre facilement les DVSNF, est **gratuit**. Il fonctionne sous **Excel** et est **disponible en arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol**.

L'outil appuie le renforcement d'un SNSF existant, y compris l'évaluation des capacités du système et la facilitation du dialogue avec les principales parties prenantes, favorisant la mise en commun de leurs connaissances directes d'un problème ou d'un défi de développement et l'identification de solutions possibles. Il contribue également à l'identification des dynamiques, forces, faiblesses et opportunités institutionnelles pour l'amélioration du SNSF.

### ➡ Qu'est-ce que l'outil d'évaluation du SNSF?

L'outil vise à aider les pays à mener une évaluation exhaustive des capacités de suivi des forêts dans trois domaines complémentaires:

1. dispositifs institutionnels;
2. mesure et estimation; et
3. rapport et vérification.

En complément d'une analyse juridique en profondeur, il peut être utilisé pour identifier les lacunes et les besoins institutionnels pour l'opération du SNSF.

### ➡ Comment un pays peut-il bénéficier de l'outil?

L'outil d'évaluation du SNSF vise à aider les pays à renforcer leur SNSF en:

- facilitant la compréhension des DVSNF de la FAO;
- identifiant les besoins, lacunes et faiblesses, améliorant les opportunités pour recentrer les efforts et les investissements du pays;
- aidant à organiser la coopération internationale et à élaborer un plan de travail conjoint avec les parties prenantes et les partenaires;
- évaluant les progrès et identifiant les lacunes des capacités de suivi des forêts;
- encourageant l'harmonisation des processus pour mettre en œuvre un SNSF plus solide et robuste.



L'Outil d'évaluation du SNSF est disponible dans la Leçon 2 du cours: [Forêts et transparence au titre de l'Accord de Paris](#)

### En quoi l'outil consiste-t-il?

L'instrument d'évaluation du SNSF vise à apporter des bonnes pratiques aux parties prenantes nationales responsables du suivi des forêts. L'instrument présente des orientations de bonnes pratiques et des exemples dans trois domaines complémentaires - **dispositifs institutionnels, mesure et estimation, et rapport et vérification**.

#### Mesure et estimation

- identification des besoins d'information
- gestion et archivage des données
- préparation
- conception de la collecte de données de terrain et la télédétection
- conception opérationnelle (terrain et télédétection)
- gestion de données, analyse de données et documentation

#### Dispositifs institutionnels

- institutionnalisation
- renforcement des capacités nationales
- développement de partenariats et collaboration
- renforcement de la recherche et des institutions de recherche dans le suivi des forêts
- mandat
- identification et implication des parties prenantes
- intégration de jeunes experts
- évaluation de l'impact

#### Rapport et vérification

- communication et diffusion
- préparation et soumission de rapports

## Stratégie de suivi national des forêts

Une stratégie de suivi national des forêts (SNF) est un plan exhaustif qui expose **les buts et les objectifs d'un pays en termes de suivi des forêts**. Il est essentiel d'avoir une stratégie SNF car elle apporte direction et cohérence aux actions gouvernementales, promeut la responsabilité et la transparence, et garantit l'utilisation efficace des ressources. Voici quelques-unes des raisons centrales pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie SNF:

### Conformité des priorités

Une stratégie nationale aide à garantir la conformité des priorités nationales avec les besoins et les aspirations de la population. En établissant une vision, des objectifs et des cibles clairs, le gouvernement pourra se concentrer sur la génération de politiques et de programmes dans l'intérêt du pays.

### Coordination et collaboration

Une stratégie nationale facilite la coordination et la collaboration entre les différents services et agences gouvernementaux et avec le public et le secteur privé. Ceci permet d'éviter la duplication des efforts, d'améliorer l'efficacité et d'obtenir de meilleurs résultats.

### Allocation efficace des ressources

Une stratégie nationale contribue à l'allocation efficace et effective des ressources. En établissant des domaines prioritaires d'investissement et en ciblant les ressources là où elles sont le plus nécessaires, le gouvernement pourra optimiser les impacts de ses dépenses.

### Responsabilité et transparence

Une stratégie nationale fournit un cadre pour la responsabilité et la transparence. En établissant des objectifs et des cibles clairs, le gouvernement pourra être responsable de sa performance et progresser pour atteindre ses objectifs.

### Gestion des risques

Une stratégie nationale peut aider à identifier et atténuer les risques pour la sécurité, la stabilité et la prospérité du pays. En anticipant les défis potentiels et en élaborant des plans d'intervention, le gouvernement sera mieux préparé pour faire face aux crises et aux urgences.

## Importance d'une stratégie SNF

Une stratégie SNF est importante car elle fournit un cadre pour la conformité des priorités, la coordination des actions, l'allocation des ressources, la garantie de la responsabilité et la gestion des risques. Concevoir et mettre en œuvre une stratégie SNF suppose une planification minutieuse, l'engagement des parties prenantes et une communication efficace. Cependant, les avantages d'une stratégie nationale en compensent largement les coûts, car il s'agit d'un outil essentiel pour un pays engagé pour le suivi de ses ressources forestières.

## Résumé

Dans cette leçon, vous avez appris que:

- Pour aider les pays en développement à avancer vers un **cadre institutionnel solide**, la FAO a adopté une approche progressive d'orientation de la mise au point et de l'adoption d'un **instrument juridique** visant l'institutionnalisation du **SNSF**.
- Grâce à l'utilisation de l'**outil de vérification**, des bonnes pratiques et des leçons tirées d'expériences nationales réussies sont utiles pour démontrer les résultats concrets de l'établissement de **dispositifs juridiques** pour renforcer les **éléments de base** du **SNSF**.
- L'**outil d'évaluation du SNSF** facilite l'identification des besoins et des lacunes afin d'établir ou de renforcer le SNSF d'un pays dans trois domaines complémentaires: dispositifs institutionnels; mesure et estimation; et rapport et vérification.
- Une **stratégie SNF** peut exposer les buts et les objectifs d'un pays en termes de suivi des forêts, en apportant **direction et cohérence** aux actions gouvernementales, et en promouvant la **responsabilité** et la **transparence**.